

RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

LETTER OF INTEREST  
LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)  
4C1, Place du Portage Phase III  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Information sur Systèmes financiers	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 24062-140079/A	<b>Date</b> 2013-08-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 24062-140079	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$XL-116-26311
<b>File No. - N° de dossier</b> 116xl.24062-140079	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-08-30</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Yang, Annie	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 116xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-1560 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 953-3703
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>     <b>Telephone No. - N°de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>   <b>Signature</b>   <b>Date</b>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

24062-140079/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

116x1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

24062-140079

File No. - N° du dossier

116x124062-140079

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**\*\*\*MODIFICATION # 1\*\*\***

Pour ajouter une copie de la présentation faite à la journée de mobilisation de l'industrie le 16 août 2013.



Treasury Board of Canada  
Secrétariat

Secrétariat du Conseil du Trésor  
du Canada

*Better government: with partners, for Canadians*

# Journée de mobilisation de l'industrie

Initiative de rationalisation des applications de la  
TI en matière de gestion financière

Le 16 août 2013

Canada

# Règle d'exonération

Nous vous présentons ici de l'information concernant une stratégie que le gouvernement du Canada décidera peut-être de mettre en œuvre.

Cette information n'est fournie qu'aux fins d'une collecte de renseignements pouvant servir à l'élaboration de cette stratégie et est assujettie à des variations et à des incertitudes.

L'information et les points de vue présentés le sont en fonction de l'état actuel de nos connaissances et des orientations choisies. Vous êtes donc priés de ne pas vous fier indûment à cette information.

# Objectif de la Journée de l'industrie

Aujourd'hui, nous voulons amorcer un processus qui transformera la façon dont le gouvernement du Canada appuie et utilise ses applications en matière de ressources humaines.

Nous tenterons de vous informer au sujet d'un projet d'initiative de rationalisation des applications de la TI en matière de gestion financière (GF) au sein du gouvernement du Canada et d'obtenir la rétroaction de l'industrie.

Voici nos objectifs de l'étape de la mobilisation de l'industrie :

- donner un aperçu de l'initiative et des résultats opérationnels escomptés;
- évaluer le niveau d'intérêt et la capacité de l'industrie pour offrir au GC une plateforme d'applications technologiques modernes en matière de GF;
- recueillir des données sur les options de service potentielles;
- déterminer les principaux éléments et paramètres de service qui dictent les prix et la disponibilité des services.

# Ordre du jour

Transformation des applications en matière de GF – Journée de mobilisation de l'industrie  
Inscription des participants : de 8 h à 9 h

Aperçu	Wade Daley, dirigeant principal de la technologie du gouvernement du Canada
Transformation de la gestion financière	Patricia Sauvé-McCuan, contrôleur général adjoint, Transformation de la gestion financière, Bureau du contrôleur général, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Principales exigences et approche en matière d'approvisionnement	Wade Daley, dirigeant principal de la technologie du gouvernement du Canada
Cybermenaces et menaces liées à l'approvisionnement visant le GC	Centre de la sécurité des télécommunications
Mot de la fin et questions	Wade Daley, dirigeant principal de la technologie du gouvernement du Canada

# Facteurs opérationnels

« ...est déterminé à **rationaliser**, à **regrouper** et à **normaliser** les fonctions et activités administratives, tant au sein des organisations qu'au niveau interorganisationnel. »

Plan d'action économique 2012, gouvernement du Canada



« ...éliminant les chevauchements, en simplifiant nos processus, en utilisant les nouvelles technologies et en tirant profit de l'immense pouvoir d'achat du gouvernement du Canada, nous **améliorerons nos services**, accroîtrons notre productivité et **réduirons nos coûts**. »



Vingtième rapport annuel au Premier ministre sur  
la fonction publique du Canada, 2013

# Objectif global du projet

Initiative de rationalisation des applications de la TI en matière de gestion financière (GF) va normaliser, intégrer et moderniser le paysage des applications en matière de gestion financière au sein du gouvernement du Canada afin de réduire les coûts, de réaliser des gains d'efficacité et d'accorder une plus grande mobilité de l'effectif des systèmes administratifs.

Le GC cherche à obtenir d'un fournisseur du secteur privé des services de gestion d'applications en matière de GF, fondés sur un serveur d'application configuré de la PRO du SAP qui n'a pas encore été élaboré.

Travaux publics et Services gouvernementaux dirigera le nouvel arrangement de prestation de services au nom du gouvernement du Canada.

Services partagés Canada veillera à assurer l'intégration sécuritaire de ce nouveau service dans l'environnement technologique du GC.



# Résultats opérationnels escomptés

- Établissement d'une plateforme intégrée d'applications en matière de GF pour le gouvernement du Canada.
- Réduction des coûts de livraison et de renouvellement des applications en matière de GF.
- Évolution de la plateforme du SAP de façon à ce qu'elle s'intègre à un paysage technologique cohérent, afin d'améliorer davantage les services administratifs.

# Approche

- Avoir une plateforme intégrée de la TI pour chaque fonction administrative de la gestion financière (GF) repose sur des données et sur des processus communs.
- Mobiliser l'industrie dès le départ afin d'obtenir un service imparti de gestion de la TI pour la fonction administrative de la gestion financière.
- Faire en sorte que les ministères passent par vagues de leurs anciennes applications administratives de GF aux applications de la TI imparties normalisées du GC dès que les services acquis sont en place.
- Veiller à ce que les plateformes de la TI incluent l'infrastructure, le logiciel d'application configuré selon les exigences du GC, les services de maintenance connexes.
- S'assurer que le GC conserve les processus opérationnels de prestation de services et le soutien de l'utilisateur final.
- L'application de la TI en matière de GF du GC adoptera la conception opérationnelle et évoluera avec les changements qui lui seront apportés, dirigés par le propriétaire fonctionnel du système de GF du GC (BCG).

Le GC adoptera et adaptera la solution d'approvisionnement collective de l'Initiative de transformation des services de courriel de Services partagés Canada et le modèle de prestation de services de la TI qui favorise l'impartition progressive.

# Rationalisation de l'application de GF

Un seul modèle opérationnel



Besoins opérationnels du gouvernement

Processus gouvernementaux

Données gouvernementales

Un seul système d'information



Le BCG dirige un effort visant la création d'une solution gouvernementale de gestion financière. La première version commune du GC est prévue pour 2014.

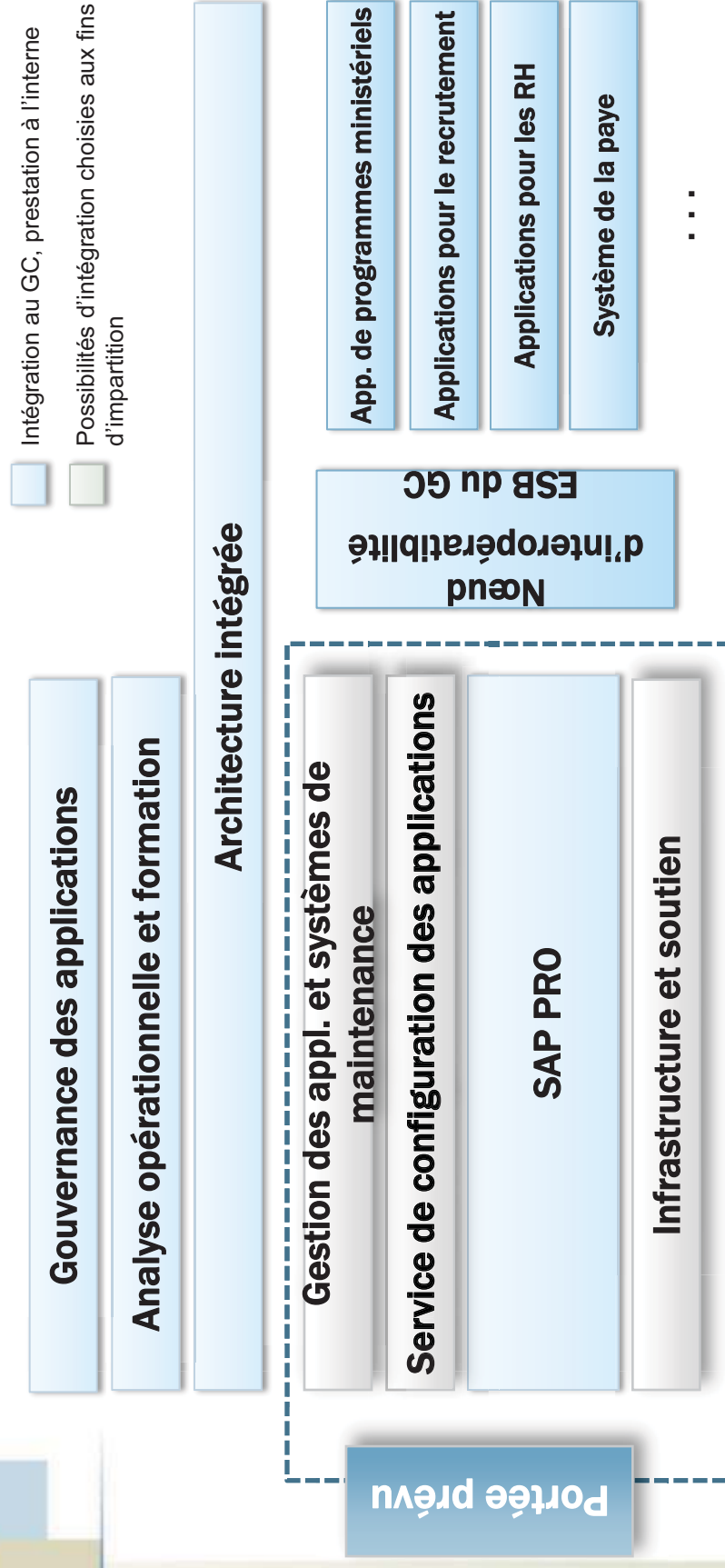
Un seul fournisseur



La Journée de l'industrie déclenche un processus qui aboutira à la sélection d'un fournisseur unique de services en matière de gestion d'applications pour le gouvernement du Canada.

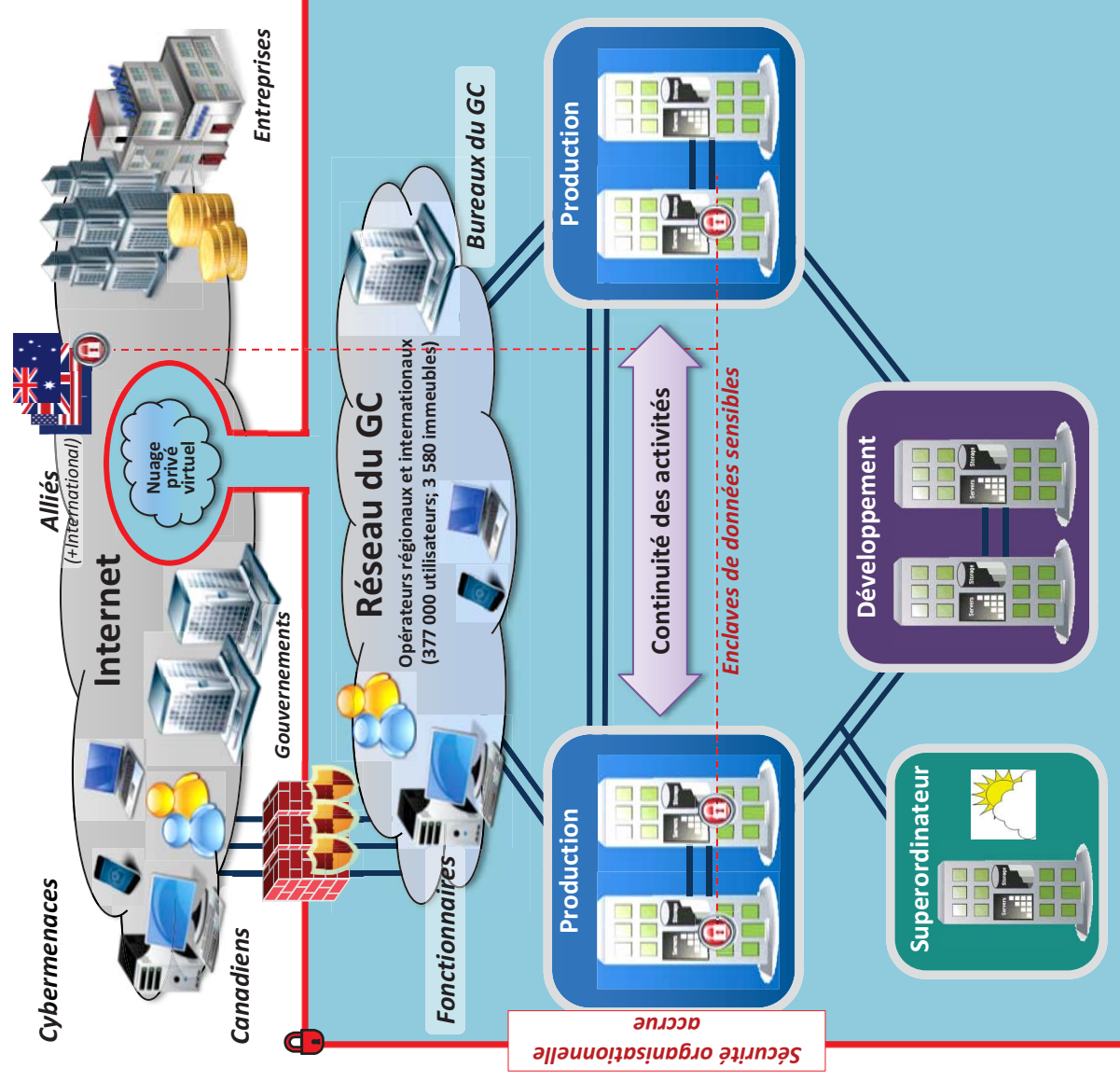
**One Back Office**

# Situation souhaitée pour l'avenir



- La solution assurera l'interopérabilité avec les autres domaines d'applications technologiques par l'intermédiaire d'un nœud d'interopérabilité ESB du GC.

# Architecture de référence GC

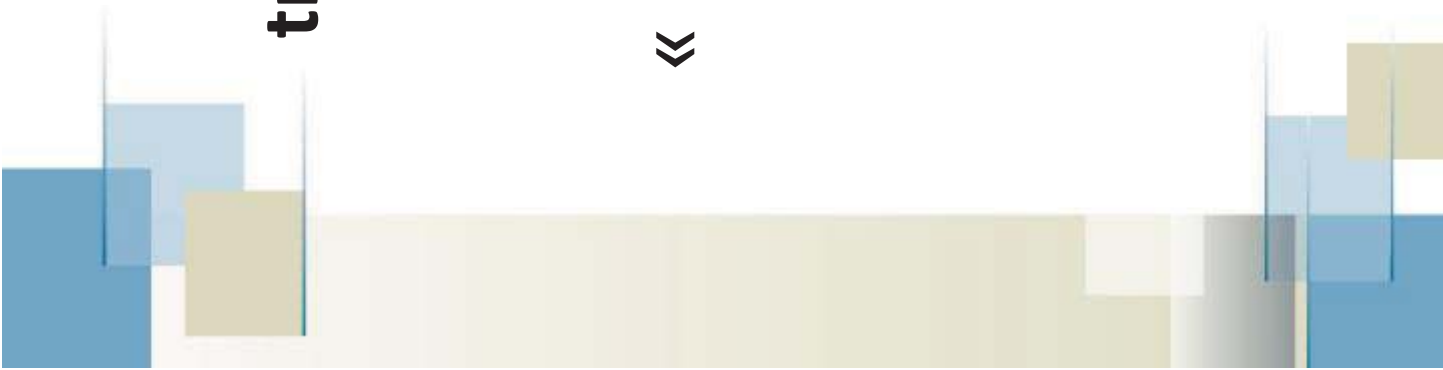


# Avantages de la nouvelle approche

- Convergence plus rapide vers une application de la TI moderne normalisée en matière de GF du GC.
- Les ministères n'auront pas besoin de financer les mises à niveau et les renouvellements individuels des applications technologiques en matière de GF.
- L'approche tire parti de manière plus stratégique du secteur privé pour réduire les investissements initiaux du GC.
- Elle permet que la capacité de la TI des ministères porte avant tout sur les systèmes essentiels à leur mission.
- Elle accélère l'interopérabilité à l'échelle pangouvernementale des applications en matière de GF.
- Elle permet aux petits ministères de retirer les avantages des plateformes à l'échelle pangouvernementale.
- Complète la stratégie de transformation de SPC qui s'échelonne sur sept ans.
  - Elle offre l'occasion d'alléger la charge de travail liée à la migration aux nouveaux centres de données et à la nouvelle infrastructure.

**Le fait d'adopter plus rapidement des systèmes de TI communs pour les fonctions opérationnelles en matière de GF pourrait permettre l'accélération de la transformation des services de GF, ou y contribuer.**



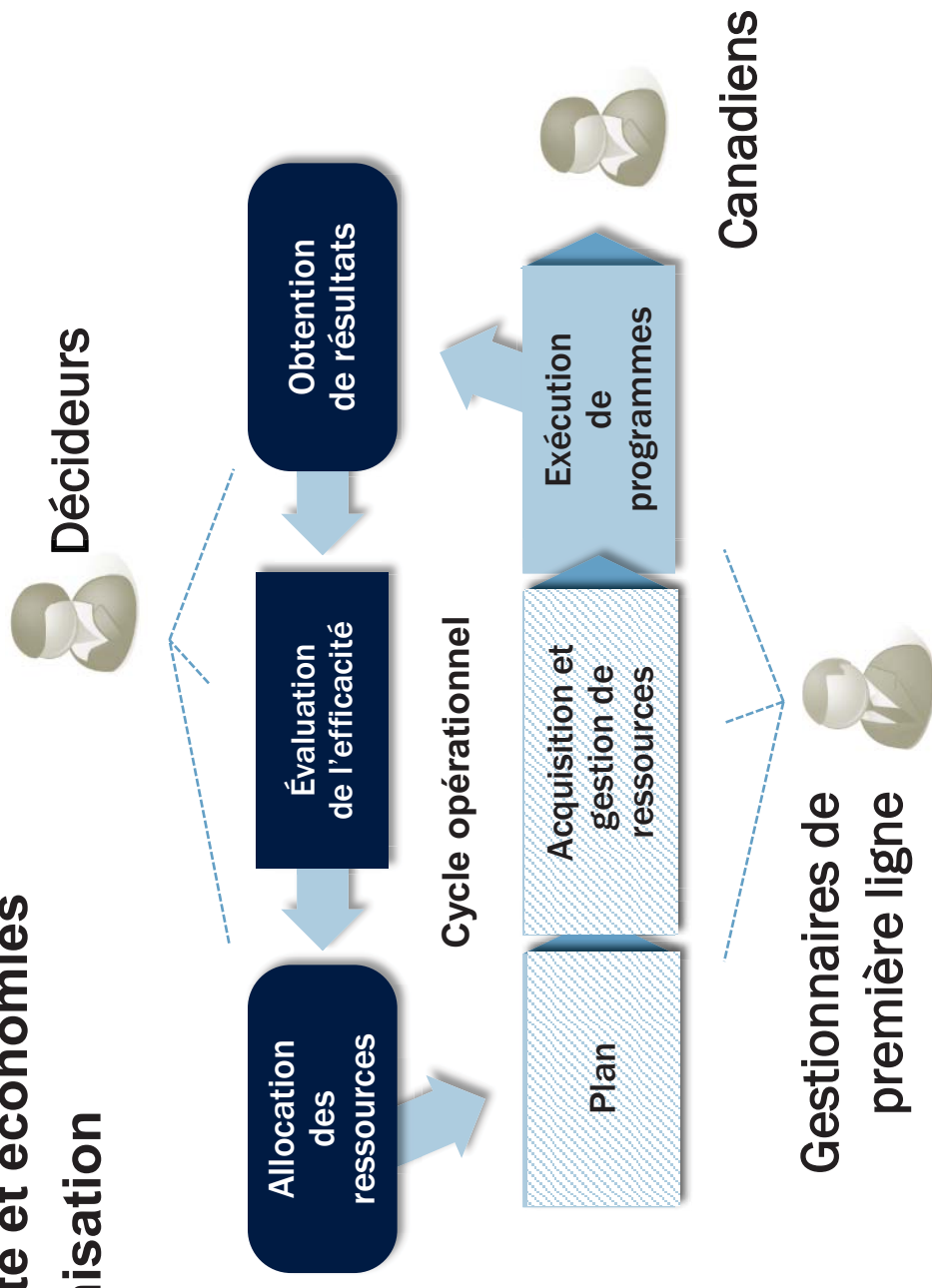


## Énoncé de la vision pour la transformation de la gestion financière

« Pour mettre en œuvre un modèle intégré qui soit simplifié, consolidé et intégré en matière de gestion financière au sein du gouvernement du Canada »

# Objectifs opérationnels stratégiques de la transformation de la GF

- Appuyer la prise de décisions
- Efficacité et économies
- Harmonisation





# TGF – Avantages – État final

- Une meilleure information pour la prise de décisions tant au niveau ministériel ainsi qu'au niveau pancanadien.
- L'utilisation efficace, efficiente et économique des ressources pour atteindre les objectifs du gouvernement.
- Un environnement de système de gestion financière qui est consolidé, normalisé et qui offre une plus grande valeur pour l'argent où la fonctionnalité est optimisée pour la valeur de l'organisation.
- Services de gestion des applications livrées avec le modèle de prestation du gouvernement du Canada (sujet d'aujourd'hui).
- Conditions favorables pour répondre aux besoins en constante évolution, à adopter des pratiques émergentes et de saisir de nouvelles opportunités d'économies et/ou l'optimisation du service.

# La situation actuelle en chiffres

**113** ministères et organismes

**377** mille utilisateurs du libre-service

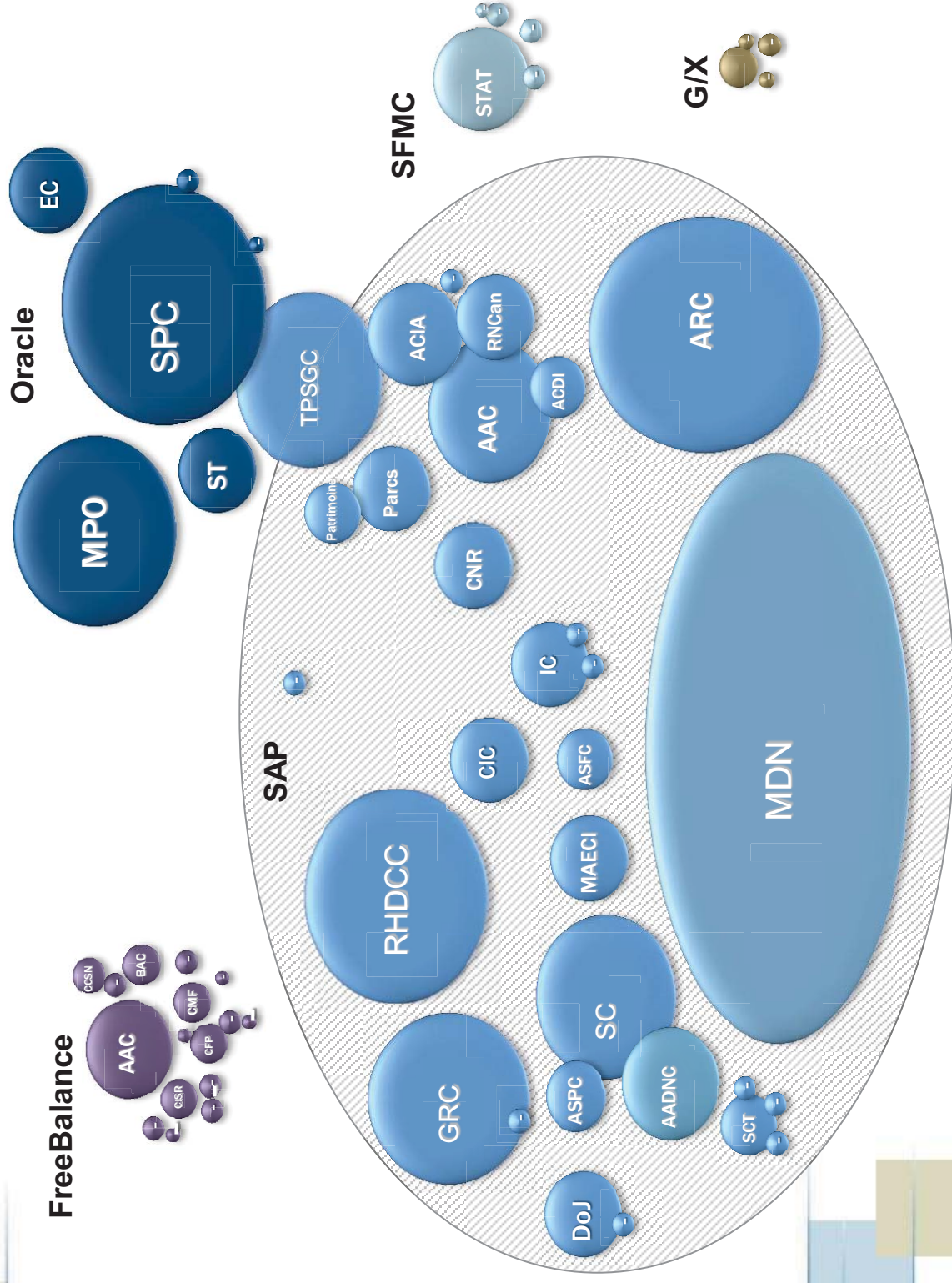
**70** applications liées à la GF

Travaillant dans **1 400** villes de partout au Canada

**Centaines** d'endroits à l'étranger

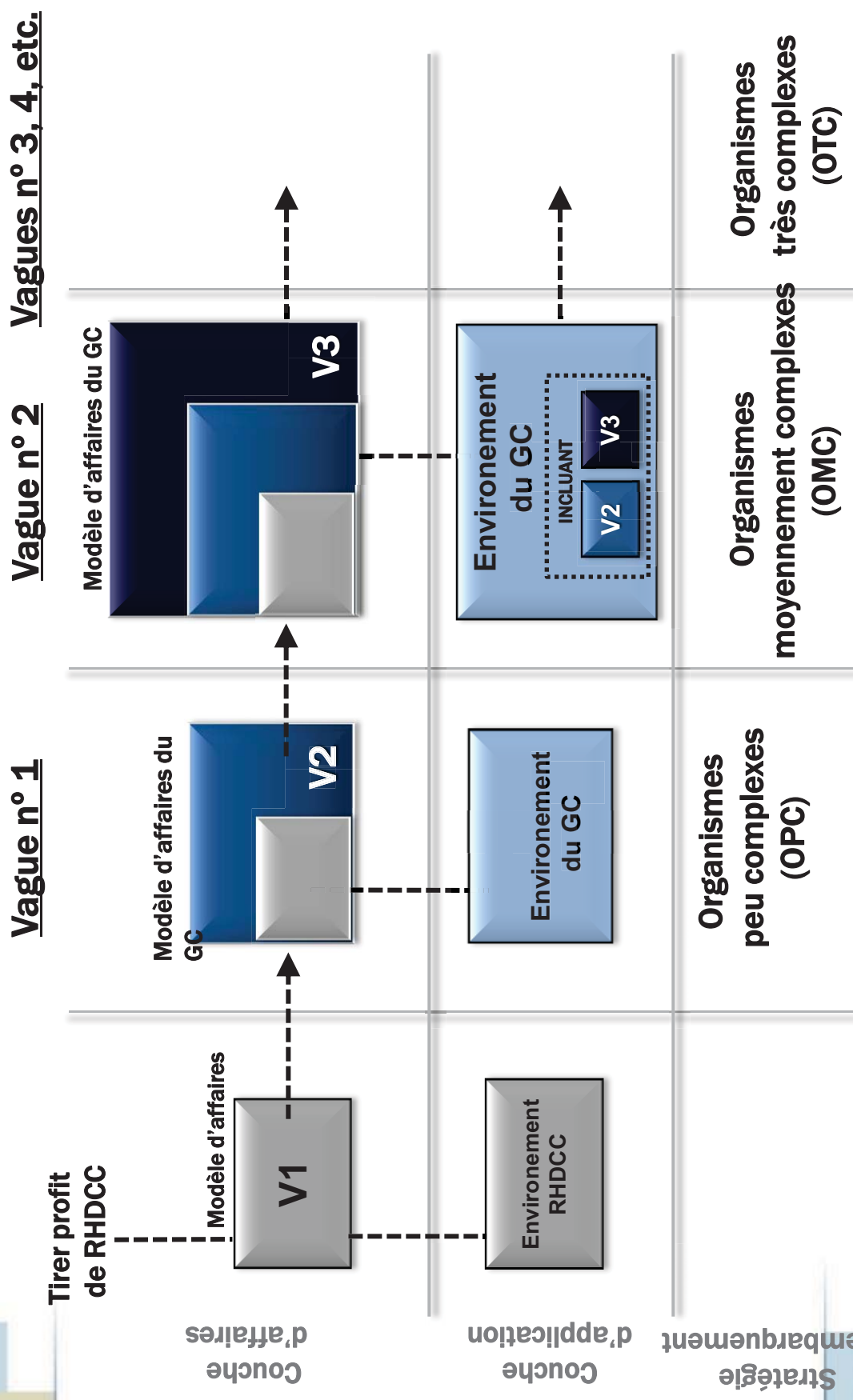
*Valeurs indicatives seulement : Les chiffres exacts varieront.*

# État actuel : Plateformes des systèmes ministériels de gestion financière



# Approche modélisée vers une solution commune pour le

## GC



# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

On s'attend à ce que le fournisseur du secteur privé offre les services suivants au GC :

1. **SERVICES DE GESTION DES APPLICATIONS ET DE MAINTENANCE** pouvant inclure :
  - a. Maintenance des applications : Comprend le soutien et la gestion des modules opérationnels SAP mis en place pour des fonctions particulières.
  - b. Contrôle et solution des problèmes : Lorsque l'incident est réglé, mène une analyse approfondie pour cerner l'origine de l'incident afin de prévenir de futures pannes.
  - c. Gestion de la capacité : Activité associée à l'établissement de rapports, au contrôle de l'utilisation des systèmes et à l'identification des domaines de préoccupation.
  - d. Gestion du rendement : Activité associée à l'évaluation des données de rendement des systèmes et des incidences opérationnelles, à la surveillance permanente des avertissements majeurs et mineurs afin de régler sans tarder tous les problèmes de systèmes de serveurs.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

- e. Gestion du niveau de service : Applique des paramètres de niveau de service au receveur du service; établit périodiquement des paramètres par groupe opérationnel, ministère ou endroit.
- f. Gestion de la sécurité : Élabore et met en place des processus organisationnels permettant d'ajouter de nouveaux utilisateurs, en plus d'accorder aux utilisateurs autorisés le droit de servir d'un ensemble de services, ou d'un service en particulier, et radie le nom des employés qui quittent l'organisation ou qui sont affectés à de nouvelles fonctions dans l'organisation.
- g. Planification de la continuité des activités : Conçoit, élabore et met en place un plan de continuité des activités qui permet la reprise des activités dans les délais établis.
- h. Gestion de la capacité d'adoption : Services visant à assurer le suivi de l'application commune ou à exercer une influence sur son taux d'adoption.
- i. Programme d'adoption/Soutien de la gestion du changement : Examen des activités de changement du programme associées à l'intégration des clients, et harmonisation avec celles-ci.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

### 2. SERVICES DE CONFIGURATION DES APPLICATIONS pouvant inclure :

- a. Gestion du changement : S'occupe de toutes les activités et de toutes les disciplines relatives au changement ou à la mise en œuvre d'une nouvelle version d'un logiciel ou d'un nouveau service dans l'environnement de production, y compris de l'évaluation, de l'autorisation (demandes de commentaires-RFC), de l'établissement des priorités, de la planification (protocole CAB) et de l'essai, ce qui comprend l'offre d'environnements de mise à l'essai pour l'intégration préalable à la production et la mise à l'essai de l'interface par le GC.
- b. Personnalisation : Ajoute au produit une fonctionnalité qui n'est pas incluse dans l'installation de base de ce produit.
- c. Maintien à jour de l'information relative à la configuration : Veille à ce que seulement les éléments de configuration autorisés et identifiables soient acceptés et consignés, de leur réception à leur aliénation; fait en sorte qu'aucun élément de configuration (EC) ne soit ajouté, modifié, remplacé ou enlevé sans qu'un document de contrôle approprié ne soit produit.
- d. Intégration : Élabore et tient à jour la fonctionnalité requise pour orchestrer les processus et l'échange de données entre les multiples applications.



# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

3. **INFRASTRUCTURE ET SOUTIEN** : Capacités élevées de traitement pour répondre aux exigences du GC. Ces services peuvent inclure :
  - a. Gestion des actifs : Assure la logistique résultant de la réception du produit acquis dans une aire d'entreposage/zone de préparation centrale pour des activités de pré-installation spécifiques afin de le préparer en vue de sa livraison au client et de son installation.
  - b. Investigation et diagnostic : Mène des évaluations de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ligne des incidents transféré du Bureau de service, en fournissant d'autres détails, en recueillant et en analysant tous les renseignements connexes et en trouvant des solutions (y compris une solution de contournement temporaire) ou un mécanisme pour obtenir du soutien en direct.
  - c. Gestion proactive des problèmes : Identifie, note, communique adéquatement et règle le problème à la satisfaction du client, et déclare tous les problèmes relatifs aux produits et services de la TI qui ont une incidence sur les opérations du client.
  - d. Gestion de la sécurité : Processus sains visant à surveiller la sécurité de l'infrastructure et à assurer une protection proactive contre les menaces à la sécurité.



# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

- e. Surveillance de l'infrastructure : Examine toute l'infrastructure des serveurs pour déceler les avertissements automatiques et tous les autres changements d'état des éléments individuels, de satisfaisant à nécessitant de l'attention, et prend des mesures précises pour régler ces situations, notamment en rédigeant un rapport d'incident ou de problème à l'intention du Bureau de service.
  - f. Gestion des copies de sauvegarde et des archives : Exécute et surveille les procédures liées aux copies de sauvegarde et à la reprise des activités acceptées par le client.
- 4. MATURITÉ DU SERVICE** : Processus de prestation de services très évolués fondés sur les normes et les pratiques exemplaires de l'industrie.
- 5. ADOPTION/MIGRATION** : Capacité de mobiliser les ministères et les organismes dans l'environnement du fournisseur de services de manière efficiente et rentable.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Services

### 6. PARTICIPATION :

- a. Participation à l'élaboration et à la planification de l'architecture : Devra assister aux réunions et/ou fournir son expertise technique dans l'élaboration et la planification de l'architecture intégrée liée aux services SAP.
- b. Participation à l'élaboration de la politique et des pratiques de la TI : Devra participer à titre consultatif à l'élaboration et à la documentation des principales politiques et pratiques, notamment en matière de gestion des données, de gestion des licences de logiciels, de gestion des applications, d'exigences relatives aux niveaux de service, d'évaluation du produit et d'essai de facilité d'emploi, etc. relativement aux services du SAP.

7. **INTEROPÉRABILITÉ** : Veille à ce que le service soit conforme aux normes de l'industrie et utilise des interfaces normalisées ouvertes et non exclusives.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Sécurité

On s'attend à ce que le fournisseur de services du secteur privé satisfasse aux exigences suivantes en matière de sécurité :

1. **SOLUTION SÛRE** : S'assure que la/les nouvelle(s) solution(s) d'applications en matière de GF soit certifiée de façon à ce qu'elle(s) puisse(nt) accueillir les dossiers des employés (classifié jusqu'au niveau Secret et désignés jusqu'au niveau Protégé B).
2. **SÉCURITÉ MULTICOUCHES** : Veille à ce que le service appuie les mécanismes de sécurité multicouches, comme :
  1. les services de protection du périmètre (comme les coupe-feu);
  2. la protection contre les menaces pour les données inactives (comme le contrôle de l'accès);
  3. la protection des données actives (comme le chiffrement/codage).

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Sécurité

3. **CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT FIABLE** : S'assure que la solution est conforme aux Lignes directrices sur la chaîne d'approvisionnement des technologies (LDCAT).

-Consultez le site : <http://www.cse-cst.gc.ca/its-sti/services/tscg-ccat/tscg-ccat01g-fra.html>

4. **PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS** : Veille à ce que l'information ne soit accessible qu'aux personnes autorisées. Doit se conformer aux obligations de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information*.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Souveraineté des données

On s'attend à ce que le fournisseur de services du secteur privé satisfasse aux exigences suivantes en matière de souveraineté des données :

1. Les services d'applications et l'infrastructure de la solution sont établis dans les limites géographiques du Canada.
2. Les renseignements gouvernementaux sont sécurisés en tout temps, qu'il s'agisse de données inactives ou de données actives, et ils ne sont accessibles qu'aux personnes autorisées à avoir accès à l'infrastructure.
3. Il faut reconnaître :
  - a) le droit du Canada d'ordonner la destruction ou la radiation des données;
  - b) la conformité aux instruments et pratiques du GC concernant la protection des renseignements personnels et la sécurité, de même que la signification d'avis du GC en matière d'atteintes à la vie privée et d'infractions à la sécurité.

# Principales exigences à l'égard des fournisseurs de services

## Profil de sécurité des fournisseurs

On s'attend à ce que le fournisseur du secteur privé satisfasse aux exigences suivantes en matière de profil de sécurité :

- Le GC finalisera les exigences en matière de profil de sécurité des fournisseurs après l'étape de la mobilisation de l'industrie.
- Notre objectif consiste à accorder aux entreprises le plus de temps possible pour obtenir leur autorisation en matière de sécurité.
  - Consultez le site : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/questions/esosp-psos-fra.html>
- Les entreprises devraient s'attendre à ce que leurs employés affectés après l'étape de la mobilisation de l'industrie soient tenus d'avoir une autorisation en matière de sécurité de niveau Secret. Elles peuvent également s'attendre à ce que tous les soumissionnaires aient à satisfaire à toutes les exigences en matière de sécurité, à l'étape de la demande de propositions.

# Exception au titre de la sécurité nationale

- Le Canada se prévaudra de son droit, en vertu des accords commerciaux nationaux et internationaux, d'invoquer une Exception au titre de la sécurité nationale (ESN) pour ce marché.
- Cette exception permet au Canada de soustraire un marché de certaines ou de toutes les obligations de l'accord commercial applicable, lorsqu'il estime cela nécessaire pour protéger sa sécurité nationale ou d'autres intérêts connexes spécifiés dans le texte des exceptions au titre de la sécurité nationale.

Source : *Direction de la politique sur les investissements, la gestion de projets et les acquisitions, Secrétariat du Conseil du Trésor*  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/cmp/doc/nse-esn/nse-esn-fra.asp>

# Qu'est-ce qui est exclus?

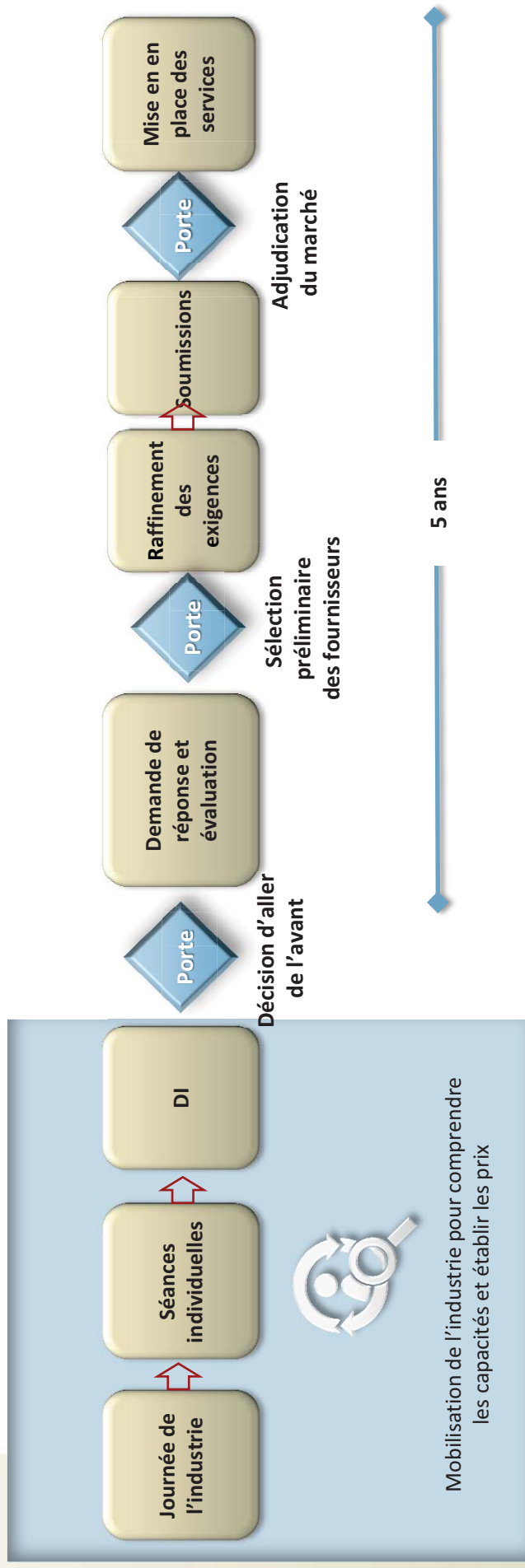
On s'attend à ce que le GC livre et/ou gère les éléments suivants, avec la participation du fournisseur de services du secteur privé et/ou en consultation avec lui :

- Gestion des relations avec les ministères et organismes du GC.
- Le support technique: premier niveau de service.
- Gouvernance : Structures, composition et mandats pour prendre des décisions en matière de prestation de services.
- Analyse opérationnelle : Il sera nécessaire de cerner les besoins opérationnels de l'organisation et de déterminer comment on parviendra à y répondre dans le cadre d'une plateforme SAP intégrée (personnalisée de façon minimale) (Veuillez prendre note que les portions du travail de conception (surtout en ce qui a trait à la capacité du SAP) pourraient être fournies en tant que service au GC).
- Formation : Programmes requis pour former les utilisateurs.
- Architecture intégrée : Définition des normes à l'appui de l'architecture intégrée.
- Essais de confirmation dans un système de production en direct.
- Mise à l'essai d'interfaces de l'application SAP avec toutes les applications ministérielles.



# Approche d'approvisionnement proposée

## Solution d'approvisionnement collective



# Étape en cours de la mobilisation de l'industrie



Le 16 août 2013

Du 19 au 22 août 2013

La mi-septembre

# Séances individuelles

- Les séances individuelles de 30 minutes auront lieu entre le 19 et le 22 août, dans les bureaux du gouvernement. La lettre d'appel d'industrie renferme des instructions pour s'y inscrire.
- Au cours de ces séances, vous pourrez présenter toute information qui nous aiderait, selon vous, à déterminer la portée de l'initiative pour l'harmoniser avec les méthodes et les capacités de l'industrie.
- Nous avons besoin de vos commentaires sur les points suivants :
  - Possibilités de rationalisation, stratégies possibles et considérations liées aux services des applications en matière de GFG.
  - Manière dont le GC peut tirer parti de l'équipement qu'il fournit.
  - Réduction au minimum des coûts, de la complexité et des incidences opérationnelles associés à :
    - La prestation des applications de la GF;
    - la migration des données;
    - l'intégration des applications;
    - la formation des utilisateurs (doit être réalisée à l'interne).
  - Technologies émergentes/leçons apprises/études de cas.

# Demande d'information

La demande d'information devrait être publiée à la fin d'août. Les domaines d'intérêts comprennent les suivants :

- les caractéristiques qui influent sur l'établissement des prix et de la disponibilité;
- une offre de services et la capacité;
- les prix indicatifs, selon la complexité des résultats que le GC souhaite atteindre;
- l'offre d'une aide au GC en vue de la migration de la solution SAP de fonctions de base à des fonctions complètes, tout en assurant une adoption rapide;
- certaines considérations stratégiques;
- la discussion des critères d'évaluation qui se seront appliqués à la Demande de réponse et évaluation (DRÉ) des fournisseurs pré-qualifiés;
- des critères d'évaluation d'une demande de proposition future



# Cybermenaces et menaces liées à l'approvisionnement visant le GC

# Des questions/des explications?



# **Cybermenaces et menaces liées à l'approvisionnement visant le GC**

**Journée de l'industrie pour  
l'Initiative de Rationalisation des Applications de  
la TI en Matière de Gestion Financière**

**16 août 2013**

**Centre de la sécurité des télécommunications  
Canada**



## Activités du CSTC

- Le CSTC est l'organisme national de cryptologie du Canada
- Son mandat
  - Renseignement électromagnétique à l'appui des politiques étrangères
  - Sécurité des TI
  - Soutien à l'accès légal
- Mandat « B »
  - Fournir des avis, des conseils et des services pour aider à protéger les renseignements électroniques et les infrastructures d'information importantes pour le gouvernement du Canada.





## Programme de sécurité des TI du CSTC

- Nous aidons à prévenir, à détecter et à contrer les menaces et les vulnérabilités relatives à la sécurité des TI.
- Le CSTC utilise son expertise et ses capacités techniques uniques, ainsi que ses renseignements classifiés, pour compléter les technologies de sécurité commerciales qui sont à la portée des praticiens de la sécurité des TI.
- Il utilise ses propres méthodes et opérations pour détecter et contrer les menaces qui ne relèvent pas du domaine public.



# Effets des forces du marché sur les technologies

- Les forces du marché favorisent les technologies commerciales et personnelles plutôt que le respect des exigences relatives aux caractéristiques de sécurité.
- Notre société est presque entièrement dépendante des fournisseurs de logiciels et de matériel commerciaux du marché mondial.
- De nouveaux produits ou de nouvelles versions de produits sont rapidement mis au point.
- Aucun cadre réglementaire n'est en place relativement à la sécurité des logiciels et du matériel.
- Les processus et politiques traditionnelles du gouvernement imposent des exigences en matière de sécurité une fois que les produits et systèmes sont développés.
- Les développeurs de technologies commerciales sont peu motivés à investir dans la sécurité.



# Vulnérabilités des technologies

- « Les gens développent des logiciels négligemment. Personne ne vérifie s'il y a des erreurs avant de les vendre. »
  - (traduction libre) Peiter Zatkó (Mudge), sommet sur la cybersécurité de la Maison-Blanche (2000)
- Faiblesses ou vulnérabilités accidentelles
  - Défaillances au niveau de la conception
  - Erreurs de mise en œuvre
- **Cybermenace** – Un auteur de menace utilise Internet pour tirer profit d'une vulnérabilité connue d'un produit afin d'exploiter un réseau et l'information qui y circule.
- Faiblesses ou vulnérabilités intentionnelles
  - Implantation dans un produit de biens livrables prédéterminés, à la connaissance ou à l'insu de l'entreprise.
- **Menace liée à la chaîne d'approvisionnement** – Il est facile de saboter un produit dans la chaîne d'approvisionnement pour faciliter une cyberattaque subséquente qui permettra d'exploiter un réseau et l'information qui y circule.



## Évolution de la cybermenace

- Aujourd'hui, des cyberactivités malveillantes ciblent le Canada et ses plus proches alliés chaque jour.
- Le degré de sophistication des agents de menace varie : il peut s'agir de pirates malveillants, de groupes du crime organisé, de terroristes ou d'États.
- Les Canadiens font confiance au GC pour défendre la cybersouveraineté du Canada, et protéger et faire progresser la sécurité nationale et les intérêts économiques du pays.



# Une question de sécurité nationale

- **Risques liés aux technologies vulnérables**
  - L'accès secret et persistant des auteurs de cybermenaces dans les centres de données canadiens/les infrastructures infonuagies représente un danger pour la souveraineté de l'information du GC et la continuité des activités du gouvernement
  - Les auteurs de cybermenaces sont adroits à exploiter les technologies d'entreprises et les systèmes de gestion utilisés aux fins d'administration des centre de données et des infrastructures infonuagies.
- **Risques liés à la chaîne d'approvisionnement**
  - La chaîne d'approvisionnement élargit les possibilités pour les auteurs de menace de contourner les mesures de sécurité mises en place par le GC
  - Il est plus difficile pour le GC de détecter ces risques et d'y remédier



# Approvisionnement du GC

- Le CSTC collaborent avec les départements du GC pour éliminer ou réduire de façon importante les risques que représentent les cybermenaces et les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement mondiale pour le GC.
- Le CSTC proposera des séances d'information de suivi sur l'atténuation des risques émanant de la chaîne d'approvisionnement aux fournisseurs intéressés aux initiatives consolidées du GC.
  - Les entreprises doivent être prêtes à signer une entente de non-divulgence avec le CSTC pour obtenir ces renseignements.
- Les fournisseurs doivent satisfaire aux exigences de sécurité en matière de cyberprotection, de cybersécurité et d'atténuation des risques associés à la chaîne d'approvisionnement afin que leur offre soit retenue dans le cadre des initiatives consolidées du GC.
  - À titre de responsable de la sécurité des TI pour le GC, le CSTC cherchera à établir des partenariats à long terme avec les fournisseurs retenus.
  - Le CSTC assistera le Secrétariat du Conseil au Trésor du Canada (SCTB) et Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada (PWGSC) dans l'analyse des liens qu'il est possible d'établir à partir des renseignements fournis par les répondants concernant leur chaîne d'approvisionnement.
- Vous pouvez trouver des exemples de ces exigences dans le site Web du CSTC sur la page *Conseils sur la chaîne d'approvisionnement des technologies*.